

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 11 au 17 juin 2026

L'Allemagne est le pays partenaire officiel de la VivaTech 2026, qui se tient à Paris du 17 au 20 juin. Sous la bannière « Startup Germany », le gouvernement allemand mobilise trois ministères (Economie, Recherche et Numérique) pour mettre en avant la force de son écosystème d'innovation et de startups. Avec près de 200 startups allemandes, presque tous les Länder ainsi que de nombreux partenaires économiques, scientifiques et institutionnels seront représentés. Le ministre allemand du Numérique, Karsten Wildberger (CDU), a ouvert le salon aux côtés de son homologue français Roland Lescure. Le responsable allemand a souligné la nécessité pour l'Europe de transformer plus rapidement ses innovations en entreprises performantes, de soutenir les technologies stratégiques (IA, deep tech, technologies vertes) et de faire émerger des champions européens capables de rivaliser à l'échelle mondiale. Le forum comprend également des événements de réseautage, dont la Startup Germany Night et la Franco-German Tech Night, destinés à favoriser les partenariats, les investissements et la coopération européenne dans l'innovation.

Friedrich Merz a présenté sa déclaration gouvernementale devant le Bundestag jeudi dernier. Alors qu'une intervention principalement consacrée à la politique étrangère était attendue, il est resté discret sur plusieurs dossiers internationaux importants, notamment l'échec de l'Allemagne à obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU et l'abandon du programme de défense franco-allemand FCAS. Il a toutefois réaffirmé son soutien à l'Ukraine, qu'il considère destinée, à terme, à rejoindre l'Union européenne. L'essentiel de son discours a porté sur les réformes intérieures. Il a appelé les citoyens et les parlementaires à accepter des changements parfois difficiles dans des domaines tels que les retraites, la santé, le logement ou encore les aides sociales.

L'Allemagne et la Pologne franchissent une nouvelle étape dans le renforcement de leur coopération militaire ce 17 juin, en signant un accord de défense à Varsovie. Ce texte réaffirmera l'ancrage des deux pays au sein de l'OTAN et de l'U.E., ainsi que leur engagement mutuel en matière d'assistance et de sécurité. Il prévoit un approfondissement de la coopération dans des domaines stratégiques, comme le développement de capacités militaires communes, l'industrie de l'armement ou l'organisation d'exercices conjoints. Selon Knut Abraham (CDU), coordinateur pour la coopération intergouvernementale et transfrontalière germano-polonaise, l'imprévisibilité de la politique américaine rendra une solidarité accrue entre les pays européens d'autant plus nécessaire. La signature de cet accord coïncidera avec le 35^{ème} anniversaire du traité de bon voisinage germano-polonais de 1991.

Ce mercredi 17 juin, la conférence des ministres de l'Intérieur des Länder allemands commence à Hambourg et réunira les responsables fédéraux et régionaux jusqu'à vendredi. Plusieurs enjeux majeurs liés à la sécurité intérieure, la cohésion sociale et la politique migratoire seront abordés. Les ministres discuteront notamment de la situation des réfugiés syriens bien intégrés, qui occupent de nombreux emplois essentiels en Allemagne, et de leur éventuelle perspective de séjour durable. Certains responsables plaident en faveur d'une meilleure sécurité juridique

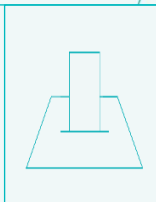
pour faciliter leur intégration, tandis que d'autres demandent un durcissement des règles, notamment pour les étrangers condamnés pour des infractions graves, afin de faciliter les expulsions. La capacité de défense civile de l'Allemagne constituera un autre axe central. Le ministre fédéral de l'Intérieur souhaite renforcer la coopération entre l'État fédéral et les Länder en matière de préparation aux crises, avec la participation exceptionnelle du ministre de la Défense, Boris Pistorius (SPD), soulignant ainsi l'importance croissante du lien entre sécurité intérieure et extérieure.

La ministre d'État allemande Serap Güler (CDU) s'est rendue en Syrie pour discuter de la reconstruction du pays, du développement économique et du renforcement de la coopération entre l'Allemagne et la Syrie. Güler estime qu'une Syrie stable, en paix avec ses voisins et offrant à sa population des perspectives de sécurité et de dignité est également dans l'intérêt de l'Allemagne. Elle a encouragé les investissements étrangers et le développement du commerce, alors que le gouvernement syrien souhaite ouvrir davantage son économie et moderniser ses infrastructures. Pour la ministre, la reconstruction dépend d'une transition politique associant l'ensemble des Syriens.

L'Allemagne a inauguré à Berlin le « Centre commun de défense contre les menaces hybrides » (GAZ Hybrid), une nouvelle plateforme de coordination destinée à renforcer la lutte contre les cyberattaques, la désinformation et les opérations d'influence étrangères. Selon le ministre de l'Intérieur, Alexander Dobrindt (CSU), l'Allemagne n'est pas en guerre, mais elle est confrontée chaque jour à une forme de « guerre hybride », qualifiée de menace diffuse et manipulatrice au XXI^{ème} siècle. Ces attaques combinent des moyens militaires, économiques, cybernétiques, de renseignement et de propagande. Le nouveau centre n'est pas une agence indépendante, mais une structure de coordination qui réunit les services de renseignement, les forces de police fédérales et régionales et des organismes spécialisés comme l'Office fédéral pour la sécurité de l'information (BSI).

La 45e brigade blindée allemande, créée en 2025 et déployée en Lituanie, a participé à son premier exercice de combat sur le territoire lituanien dans le cadre des manœuvres de l'OTAN « Freedom Shield 2026 ». Cette unité, appelée à devenir un pilier de la présence militaire allemande sur le flanc oriental de l'Alliance, s'entraîne à coordonner l'action des chars avec celle des drones. La brigade dispose déjà de 350 drones et teste de nouveaux concepts d'emploi combinant systèmes sans pilote et forces blindées. Actuellement forte d'environ 1 800 militaires, elle doit atteindre sa pleine capacité opérationnelle d'ici 2027, avec 4 800 soldats et 200 personnels civils.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le chef du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag, **Jens Spahn**, invite le SPD, son partenaire de coalition, à accélérer la réforme du droit du travail afin de rendre les horaires de travail plus flexibles et de soutenir la reprise économique. Jens Spahn critique les règles actuelles, qu'il juge trop rigides. Selon lui, la réglementation basée sur une limite quotidienne empêche une organisation moderne du travail. Davantage de flexibilité profiterait selon lui à la fois aux employeurs et aux employés, tout en garantissant une protection suffisante. L'Union et le SPD se sont déjà accordés sur une réforme prévoyant le passage d'une limite quotidienne à une limite hebdomadaire du temps de travail, conformément aux directives européennes. Cette évolution viserait également à mieux concilier vie professionnelle et vie familiale. Spahn insiste sur la nécessité de respecter les accords de coalition et invite le SPD à soutenir cette réforme, comme l'Union le fait sur d'autres sujets difficiles, notamment les retraites.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Des milliards d'euros

Le gestionnaire de réseau allemand 50Hertz a attribué à Siemens Energy et Neptun Smulders Offshore Renewables un contrat de **plusieurs milliards d'euros** pour développer des infrastructures destinées à raccorder des parcs éoliens de la mer du Nord au réseau électrique allemand. Le projet, baptisé North Sea Connector 2, prévoit la construction d'une plateforme offshore et d'une station terrestre capables d'acheminer jusqu'à 2 gigawatts (GW) d'électricité, soit l'équivalent de la consommation d'environ 2 millions de foyers. Selon la ministre allemande de l'Économie, Katherina Reiche, le projet contribue également à sécuriser des chaînes d'approvisionnement européennes et technologiquement souveraines. Un second projet similaire est à l'étude ; s'il est confirmé, il représenterait à lui seul **environ 2,5 milliards d'euros** pour NSORé. La mise en service est prévue d'ici fin 2034.

